

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX



Institut National
Universitaire
Champollion

MISE EN PLACE D'UN ASCENSEUR EXTERIEUR POUR L'ACCESSIBILITE PMR DU BATIMENT B

Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.P

MARCHÉ N° 105- 2018

MAPA

Date limite de remise des offres :

Le 22 septembre 2018 16 heures

Sommaire

| | |
|---|---|
| Article Premier - Objet de la consultation- Dispositions générales..... | 3 |
| Article 2 - Pièces contractuelles du marché..... | 3 |
| Article 3 - Délais d'exécution ou de livraison..... | 3 |
| Article 4 - Condition d'exécution du marché | 3 |
| Article 5 - Constatation de l'exécution du marché | 3 |
| Article 6 - Prix du marché | 4 |
| Article 7 - Modalités de règlement des comptes | 4 |
| Article 8 - Pénalités | 5 |
| Article 9 - Assurances | 5 |
| Article 10 - Résiliation du marché..... | 5 |
| Article 11 - Droit et langue..... | 5 |
| Article 12 - Clauses complémentaires | 5 |

Cahier des clauses administratives particulières

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) concernent :

MISE EN PLACE D'UN ASCENSEUR EXTERIEUR POUR L'ACCESSIBILITE PMR DU BATIMENT B

Lieux d'exécution : Albi

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

A) Pièces particulières :

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)
- Le Règlement de Consultation
- DC1 (lettre de candidature)
- DC2 (déclaration du candidat individuel)
- DC3 (acte d'engagement) et les annexes techniques 1 à 3 à l'acte d'engagement. Elles devront comporter les montants des options éventuelles demandées
- DC4 (déclaration de sous-traitance)

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009.

ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

3.1 – Délais de travaux

Les travaux devront être réalisés le 31 Décembre 2018 au plus tard.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Adresses

Les prestations seront réalisées sur le site d'Albi – Place de Verdun – 81012 ALBI suivants selon les prescriptions du CCTP

ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DU MARCHE

La réception pourra être prononcée sous réserve, après que l'ensemble des essais aura été concluant, que l'ensemble du matériel présent aura été vérifié et que les documents auront été remis au maître d'ouvrage, au bureau de contrôle et au coordonnateur de sécurité

ARTICLE 6 : PRIX DU MARCHÉ

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires pour chacun des ensembles et sous-ensembles.

Le prix remis par l'entreprise est global et forfaitaire. Toute anomalie ou omission constatée par l'entrepreneur devra obligatoirement être signalée au Bureau d'Etudes et rajoutée dans le prix avant le dépôt de l'offre.

Aucune variation de prix ne sera prise en compte sur la durée du marché.

ARTICLE 7 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

7.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Sans objet

7.2 – Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement sont celles prévues à l'article 113 du C.C.A.G. – TRAVAUX

Les demandes de paiement seront établies en un original, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire de commerce ou des métiers
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET
- le numéro du compte bancaire ou postal
- le numéro du marché ainsi que le numéro du lot
- le détail de la prestation la désignation de l'organisme débiteur
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées
- la date de la facturation et la date d'exécution des prestations
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- le cas échéant, les indemnités, primes, et autres retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché

Les demandes de paiement devront parvenir :

- soit par courrier postal à l'adresse suivante :

Institut National Universitaire J.F Champollion
Service financier
Place de Verdun
81012 ALBI Cedex 9

- soit par voie dématérialisée via la plate forme CHORUS PRO.

Aucune facture ne sera acceptée par mail.

7.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier

jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

ARTICLE 8 : PENALITES

8.1 – Pénalités de retard

Concernant les pénalités journalières, seules les stipulations de l'article 20 du C.C.A.G. -TRAVAUX s'appliquent.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du le pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10 : RESILIATION DU MARCHE

Seules les applications du C.C.A.G –TRAVAUX., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 11 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés en une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 12 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Sans objet.

Dressé par : L'INU JF Champollion

Le :

Lu et approuvé
(Signature de l'entreprise)